



Audit – Bureau de Paris
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

ASSOCIATION POLLINIS FRANCE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 10, rue Saint Marc
75002 PARIS

SIREN : 752 975 920

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



ASSOCIATION POLLINIS FRANCE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 10, rue Saint Marc
75002 PARIS

SIREN : 752 975 920

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Adhérents de l'**Association POLLINIS FRANCE**

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **POLLINIS FRANCE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte de résultat par origine et destination et du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public, sont décrites de manière appropriée dans la note de l'annexe, sont conformes aux dispositions du règlement ANC n°2018-06 et ont été correctement appliquées.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 16 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO

Brice ROGIR

Bilan actif

| | | 31/12/2024 | | | 31/12/2023 |
|--|--|----------------|----------------|----------------|------------|
| | | Brut | Amort. Prov. | Net | Net |
| ACTIF IMMOBILISÉ | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | |
| | Frais de recherche et de développement | | | | |
| | Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| | Concessions, brevets, licences, marques, ... | 200 964 | 200 964 | | |
| | Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| | Terrains | | | | |
| | Constructions | | | | |
| | Installations techniques, matériel, ... | | | | |
| | Autres immobilisations corporelles | 27 962 | 18 548 | 9 414 | 13 438 |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | |
| | BIENS REÇUS PAR LEGS/DONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | | | | | |
| Participations et Créances rattachées | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | |
| Prêts | | | | | |
| Autres immobilisations financières | 6 500 | | 6 500 | 5 100 | |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I) | 235 426 | 219 512 | 15 914 | 18 538 | |
| ACTIF CIRCULANT | STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| | Matières premières | | | | |
| | En-cours de production | | | | |
| | Produits intermédiaires et finis | | | | |
| | Marchandises | | | | |
| | Avances et acomptes versés sur commandes | | | | |
| | CRÉANCES | | | | |
| | Créances clients, usagers et comptes rattachés | | | | |
| | Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| | Autres créances | 4 837 | | 4 837 | 1 104 |
| | Capital souscrit appelé non versé | | | | |
| | VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT | | | | |
| | Actions propres | | | | |
| Autres titres et instruments de trésorerie | 198 257 | | 198 257 | | |
| DISPONIBILITÉS | 715 766 | | 715 766 | 563 953 | |
| CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE | | | | | |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT (II) | 918 860 | | 918 860 | 565 057 | |
| Frais d'émission des emprunts (III) | | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | | |
| Écarts de conversion actif (V) | | | | | |
| TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V) | 1 154 286 | 219 512 | 934 774 | 583 596 | |

Bilan passif

| | | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|-------------------------------------|--|----------------|----------------|
| | | Net | Net |
| FONDS PROPRES | FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE | | |
| | Fonds propres statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE | | |
| | Fonds statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Écarts de réévaluation | | |
| | RÉSERVES | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| | Réserves pour projet de l'entité | | |
| | Autres réserves | | |
| | REPORT À NOUVEAU | 421 986 | 263 934 |
| | EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE | 271 197 | 158 052 |
| | FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES | | |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | | |
| PROVISIONS RÉGLEMENTÉES | | | |
| | TOTAL FONDS PROPRES (I) | 693 183 | 421 986 |
| AUTRES F.P. | Avances conditionnées | | |
| | Produit des émissions de titres participatifs | | |
| | TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (I BIS) | | |
| | Total fonds reportés et dédiés (II) | | |
| | Fonds dédiés reportés | | |
| | TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II) | | |
| PROV. | Provisions pour risques | | |
| | Provisions pour charges | | |
| | TOTAL PROVISIONS (III) | | |
| DETTES | Emprunts obligataires convertibles | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | |
| | Emprunts et dettes financières diverses | | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 90 753 | 29 668 |
| | Dettes des legs ou donations | | |
| | Dettes fiscales et sociales | 147 226 | 128 330 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| | Autres emprunts obligataires | | |
| | Autres dettes | 3 612 | 3 612 |
| | Produits constatés d'avance | | |
| | TOTAL DETTES (IV) | 241 591 | 161 610 |
| | Écarts de conversion passif (V) | | |
| | TOTAL PASSIF (I+ II + III + IV + V) | 934 774 | 583 596 |

Compte de résultat

| | | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|--|--|------------------|------------------|
| | | Net | Net |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Cotisations | 180 | 270 |
| | Total des ventes de biens et services | 10 744 | 27 368 |
| | Vente de biens | 10 744 | 27 368 |
| | dont ventes de dons en nature | | |
| | Ventes de services | | |
| | dont parrainages | | |
| | Produits de tiers financeurs | 2 222 951 | 1 925 860 |
| | Concours publics et subventions d'exploitation | 6 000 | |
| | Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| | Ressources liées à la générosité du public | | |
| | Dons manuels | 2 216 951 | 1 925 860 |
| | Mécénat | | |
| | Legs, donations et assurances-vie | | |
| | Contributions financières | | |
| | Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | | |
| Utilisations des fonds dédiés | | | |
| Autres produits | 17 | 4 | |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I) | | 2 233 892 | 1 953 502 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises | | |
| | Variation des stocks de marchandises | | |
| | Autres achats et charges externes | 601 337 | 628 357 |
| | Aides financières | | |
| | Impôts, taxes, et versements assimilés | 98 046 | 63 972 |
| | Salaires et traitements | 910 156 | 797 143 |
| | Charges sociales | 348 381 | 301 406 |
| | Dotations aux amortissements et aux provisions | 6 477 | 4 643 |
| | Sur actif circulant : dotation aux provisions | | |
| | Pour risques et charges : dotations aux provisions | | |
| | Report des fonds dédiés | | |
| | Autres charges | 56 | 27 |
| TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II) | | 1 964 452 | 1 795 548 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | | 269 440 | 157 955 |

| | | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|--|---|------------------|------------------|
| | | Net | Net |
| PRODUITS FINANCIERS | De participations | | |
| | D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| | Autres intérêts et produits assimilés | 1 757 | |
| | Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges | | |
| | Différences positives de change | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III) | | 1 757 | |
| CHARGES FINANCIÈRES | Dotations aux amortissements et aux provisions | | |
| | Intérêts et charges assimilées | | |
| | Différences négatives de change | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV) | | | |
| RÉSULTAT FINANCIER (III - IV) | | 1 757 | |
| RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV) | | 271 197 | 157 955 |
| PRODUITS EXCEPTION. | Sur opérations de gestion | | |
| | Sur opérations en capital | | 856 |
| | Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges | | |
| TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V) | | | 856 |
| CHARGES EXCEPTION. | Sur opérations de gestion | | |
| | Sur opérations en capital | | 759 |
| | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI) | | | 759 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | | | 97 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII) | | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | | | |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V) | | 2 235 649 | 1 954 358 |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII) | | 1 964 452 | 1 796 306 |
| EXCÉDENT OU DÉFICIT | | 271 197 | 158 052 |
| CONTRIB. VOL. NAT. | Dons en nature | | |
| | Prestations en nature | | |
| | Bénévolat | | |
| TOTAL | | | |
| CONTRIB. VOL. NAT. | Secours en nature | | |
| | Mise à disposition gratuite de biens | | |
| | Charges de prestations en nature | | |
| | Personnel bénévole | | |
| TOTAL | | | |

Préambule

L'exercice fiscal clos le **31/12/2024** a une durée de **12** mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **934 773,97 €**. Le résultat net comptable est **un bénéfique de 271 196,96 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

POLLINIS est une ONG indépendante, financée exclusivement par les dons des citoyens, qui agit pour la protection des abeilles domestiques et sauvages, et pour une agriculture qui respecte tous les pollinisateurs.

Périmètre des activités

POLLINIS agit en France et au niveau européen pour :

- faire interdire tous les pesticides « tueurs d'abeilles » et permettre aux agriculteurs de mettre en place des modes de production capables de couvrir nos besoins alimentaires avec des produits sains tout en respectant l'environnement et la biodiversité ;
- restaurer d'urgence l'habitat des pollinisateurs sauvages et leurs ressources alimentaires dans un environnement non-pollué et diversifié ;
- sauver les abeilles à miel locales d'Europe au cœur des milieux naturels dans lesquels elles ont évolué depuis des millénaires. Moyens mis en œuvre pour contribuer à enrayer le déclin des pollinisateurs, POLLINIS se bat en militant pour un changement rapide des politiques publiques concernant l'agriculture et l'environnement avec :
 - analyse de la législation et de l'influence des lobbys sur les institutions pour formuler des recommandations politiques constructives et amorcer les changements nécessaires ;
 - information et mobilisation des citoyens (campagnes, mails d'information, articles, réseaux sociaux, pétitions en ligne) pour peser sur les représentants politiques, en France et au niveau européen ;
 - construction d'un contre-pouvoir à opposer aux lobbys en portant les revendications des citoyens auprès des élus et des institutions (RDV politiques à Bruxelles et Paris, publication de rapports, d'études, de notes de positionnement) ;
 - sensibilisation des médias aux problématiques concernant les pollinisateurs pour informer et mobiliser plus largement l'opinion publique.
 - en encourageant et en participant directement à la mise en place de solutions efficaces pour protéger les abeilles et les autres insectes pollinisateurs essentiels :
 - restauration des haies et paysages favorables à l'habitat et aux ressources alimentaires des pollinisateurs
 - identification, soutien et accompagnement des projets agricoles sans pesticides favorisant la restauration d'un environnement riche et sain pour les pollinisateurs sauvages ;
 - promotion de la protection dans leurs milieux naturels des abeilles à miel locales à travers l'Europe, protection juridique des conservatoires d'abeilles locales ;
 - réunion d'experts, de scientifiques et d'acteurs de terrain pour réfléchir collectivement aux solutions ;
 - orientation et financement de la recherche scientifique sur les pollinisateurs et les alternatives agricoles permettant de les protéger.

Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices,
- Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue :

| TYPE D'IMMOBILISATION | DURÉE D'AMORTISSEMENT |
|--|-----------------------|
| BÂTIMENTS, INSTALLATIONS ET AGENCEMENTS Agencements | 5 ans |
| AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES Matériel informatique | 5 ans |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Logiciels | 1 à 3 ans |
| Brevets | 5 ans |

Indemnité de départ à la retraite

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe

Événements significatifs de l'exercice

Etat séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger (EAR)

| Etat du contributeur | Montant en € |
|-------------------------|-------------------|
| Afrique du Sud | 40,00 |
| Allemagne | 10 550,00 |
| Andorre | 190,00 |
| Argentine | 90,00 |
| Australie | 480,00 |
| Autriche | 2 090,00 |
| Belgique | 116 013,25 |
| Bénin | 20,00 |
| Brésil | 440,00 |
| Canada | 5 105,00 |
| Chili | 410,00 |
| Chypre | 300,00 |
| Colombie | 50,00 |
| Danemark | 970,00 |
| Espagne | 5 026,00 |
| Estonie | 30,00 |
| États-Unis | 2 095,00 |
| Finlande | 500,00 |
| Grèce | 473,00 |
| Hong Kong | 120,00 |
| Hongrie | 420,00 |
| Îles Heard-et-MacDonald | 40,00 |
| Irlande | 620,00 |
| Israël | 20,00 |
| Italie | 4 440,50 |
| Jersey | 50,00 |
| Laos | 100,00 |
| Luxembourg | 11 855,00 |
| Malaisie | 40,00 |
| Maroc | 380,00 |
| Maurice | 50,00 |
| Mexique | 70,00 |
| Monaco | 1 440,00 |
| Nicaragua | 100,00 |
| Nigeria | 200,00 |
| Norvège | 160,00 |
| Nouvelle-Zélande | 220,00 |
| Pays-Bas | 4 664,50 |
| Pologne | 240,00 |
| Portugal | 1 399,00 |
| Roumanie | 100,00 |
| Royaume-Uni | 3 781,00 |
| Sénégal | 260,00 |
| Serbie | 100,00 |
| Singapour | 2 763,00 |
| Slovaquie | 70,00 |
| Slovénie | 55,00 |
| Suède | 625,00 |
| Suisse | 57 127,03 |
| Tchad | 30,00 |
| Tchéquie | 355,00 |
| Thaïlande | 110,00 |
| Togo | 20,00 |
| Total général | 236 897,28 |

Le détail des dons provenant de l'étranger est consultable sur demande au siège de l'association.

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

| Rubriques | Valeur brute au début d'exercice (A) | Augmentations (B) | Diminutions (C) | Valeur brute à la clôture d'exercice (D) |
|---|--------------------------------------|-------------------|-----------------|--|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement et de dévelo... | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 200964 | | | 200964 |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel e... | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 25509 | 2 453 | | 27962 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations | | | | |
| Prêts | 5 100 | 1 400 | | 6 500 |
| Autres immobilisations financières | | | | |

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice N-1
- (B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
- (C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
- (D) Solde des comptes à la date de la plaquette

Amortissements et dépréciations

| Rubriques | Valeur brute au début d'exercice (A) | Augmentations (B) | Diminutions (C) | Valeur brute à la clôture d'exercice (D) |
|---|--------------------------------------|-------------------|-----------------|--|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement et de dévelo... | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres | 200964 | | | 200964 |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel e... | | | | |
| Autres | 12071 | 6 476 | | 18548 |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres | | | | |

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
- (B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
- (C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
- (D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

| Rubriques | Montant Brut | 1 an au plus | 1 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|--|--------------|--------------|-----------|---------------|
| Créances rattachées à des partici... | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immo. financières | 6 500 | 6 500 | | |
| Clients douteux | | | | |
| Autres créances clients | | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | | | |
| Sécurité sociale et autres org. soci... | 4 567 | 4 567 | | |
| États et autres collectivités publiques | | | | |
| Impôts sur les bénéfices | | | | |
| TVA | | | | |
| Autres impôts | 270 | 270 | | |
| Divers | | | | |
| Groupes et associés | | | | |
| Débiteurs divers | | | | |
| Charges constatées d'avance | | | | |
| TOTAL | 11337 | 11337 | | |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | | |
| Rembours. obtenus en cours d'exe... | | | | |
| Prêts et avances consentis aux as... | | | | |

Informations relatives au passif

Précisions sur les dettes

| Rubriques | Montant Brut | 1 an au plus | 1 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|--|---------------|---------------|-----------|---------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes aux établissem... | | | | |
| Emprunts et dettes financières div... | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 90753 | 90753 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 15605 | 15605 | | |
| Sécurité Sociale et autres org. soci... | 95764 | 95764 | | |
| États et autres collectivités publiques | | | | |
| Impôts sur les bénéfices | | | | |
| TVA | | | | |
| Obligations cautionnées | | | | |
| Autres impôts, taxes et assimilés | 35857 | 35857 | | |
| Dettes sur immobilisations et com... | | | | |
| Groupe et associés | | | | |
| Autres dettes | 3 612 | 3 612 | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL | 241591 | 241591 | | |
| Emprunts souscrits en cours d'exe... | | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'e... | | | | |
| Montant des emprunts et dettes c... | | | | |

État des charges à payer et des produits à recevoir

| Produits à recevoir | Montant | Commentaire |
|--------------------------------------|--------------|-------------|
| Organismes sociaux - Produits à r... | -4567 | |
| Etat - Produits à recevoir | -270 | |
| TOTAL | -4837 | |

| Charges à payer | Montant | Commentaire |
|--------------------------------------|---------------|-------------|
| Fournisseurs - Factures non parve... | 12048 | |
| Personnel - Dettes provisionnées ... | 14512 | |
| Organismes sociaux - Charges so... | 5 805 | |
| Organismes sociaux - Autres char... | 89959 | |
| État - Charges à payer | 27817 | |
| TOTAL | 150141 | |

Variation des fonds propres

| Rubriques | A l'ouverture de l'exercice | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution ou consommation | A la clôture de l'exercice |
|-------------------------------------|-----------------------------|-------------------------|--------------|----------------------------|----------------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | | | | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| Réserves | | | | | |
| Report à nouveau | 263934 | 158052 | | | 421986 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 158052 | -158052 | 271197 | | 271197 |

| Situation nette | | | | | |
|------------------------------|---------------|---------------|---------------|--|--|
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | |
| TOTAL | 421986 | 271197 | 693183 | | |

Engagements et opérations hors-bilan

- Engagements de retraite

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Honoraires CAC

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 7196 euros.

Informations relatives à l'effectif

| CATEGORIE | EFFECTIF MOYEN 2024 | | | EFFECTIF MOYEN 2023 | | |
|------------|---------------------|-----------|-----------|---------------------|-----------|-----------|
| | HOMMES | FEMMES | TOTAL | HOMMES | FEMMES | TOTAL |
| CADRES | 2 | 6 | 8 | 2 | 5 | 7 |
| NON-CADRES | 4 | 6 | 10 | 4 | 6 | 10 |
| | 6 | 12 | 18 | 6 | 11 | 17 |

ANNEXE AU COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD) ET AU COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES (CER)

GÉNÉRALITÉS

- **Missions sociales**

Missions sociales réalisées à l'étranger :

POLLINIS participe à plusieurs actions d'information et de consultations auprès de différentes instances européennes ou mondiales (IUCN, IPBES, Commission Européenne, Parlement Européen, EFSA)

POLLINIS mène des projets de recherche avec des institutions de recherches (la Task Force on Systemic Pesticides, UKCEH (UK Centre for Ecology & Hydrology) et les universités de Bologne et de Turin)

POLLINIS participe à plusieurs coalitions sur les thèmes et missions défendues en France également (protection des pollinisateurs, homologation des pesticides, autorisation des nouvelles techniques génomiques avec Bug Life, Bee coalition, Corporate Europe Observatory, Greenpeace, Les Amis de la Terre, Save Local Bees, Stop Gene drive, Via Campesina et d'autres).

- **Missions sociales réalisées en France – actions réalisées directement :**

POLLINIS soutient une science indépendante en réalisant et en finançant des recherches sur l'état des populations d'insectes pollinisateurs, leur diversité et leur adaptation aux bouleversements actuels, mais aussi sur les milieux dont ils dépendent et le niveau réel de contamination de leur environnement. L'association travaille aussi avec des laboratoires académiques de renom pour mener au plus vite les études nécessaires pour connaître les effets réels des pesticides sur les pollinisateurs et le vivant, pour pouvoir agir en justice et forcer l'évolution du cadre réglementaire, et accélérer le changement de modèle agricole.

Pour faire connaître la variété et l'importance vitale des insectes pollinisateurs, et préciser les actions indispensables à mener aujourd'hui pour enrayer leur extinction, POLLINIS déploie beaucoup d'énergie pour informer et sensibiliser le plus grand nombre possible de citoyennes et de citoyens en France et ailleurs en Europe, pour les engager et les convaincre de se battre à ses côtés. Elle utilise essentiellement les médias numériques pour cela : e-mails, site internet, et réseaux sociaux. L'association informe et interpelle aussi régulièrement les médias par le biais de communiqués et de conférences de presse dédiés aux journalistes.

Pour défendre les droits de la nature et les intérêts des citoyens face à ceux de l'agrochimie et de l'agro-industrie, POLLINIS agit auprès des responsables politiques et se bat au sein de groupes de travail et des instances consultatives institutionnelles, à Paris et à Bruxelles, pour faire adopter des législations réellement protectrices des pollinisateurs et de leur environnement. Grâce à son expertise, l'association propose des solutions concrètes pour un changement rapide de modèle agricole et l'interdiction des pesticides et autres intrants chimiques de synthèse qui contaminent l'ensemble des milieux en France et en Europe.

Lorsque cela ne suffit pas, POLLINIS saisit la justice pour contraindre les responsables politiques et les institutions nationales et européennes à respecter leurs engagements et appliquer les lois en vigueur en matière de protection de la biodiversité, de transition agricole et de transparence des décisions politiques au sein des institutions. L'association cherche également à accélérer la nécessaire adaptation du Droit aux enjeux cruciaux de l'extinction des espèces et de la contamination des milieux. POLLINIS a ainsi lancé plusieurs actions en justice décisives pour l'avenir du vivant, notamment contre l'État français et la Commission européenne.

Pour contraindre les élus et les représentants politiques à mettre en œuvre les actions indispensables pour stopper l'extinction des pollinisateurs et de la biodiversité qui en dépend, POLLINIS mobilise et fédère régulièrement les citoyens autour de ses campagnes et de ses actions politiques. Grâce à des outils d'interpellation directe et le relais de plus d'un million de sympathisants en France et à travers l'Europe qui soutiennent ses combats, l'association maintient une pression continue sur les décideurs et les institutions. Les pétitions portées

systématiquement par plusieurs centaines de milliers de citoyennes et citoyens, et les messages d'interpellations directes de responsables politiques relayées par ses sympathisants, permettent de faire systématiquement remonter les demandes de la société civile dans l'agenda des responsables politiques, et donnent à POLLINIS la légitimité dont elle a besoin pour influencer les décisions publiques.

Pour recréer d'urgence un environnement favorable aux abeilles et aux pollinisateurs sauvages, POLLINIS initie, encourage et finance des projets de conservation et de restauration des paysages capables d'inspirer et d'accompagner les changements nécessaires à grande échelle. Pour aider les pollinisateurs sauvages, l'association soutient et finance des chantiers de plantation d'arbres et de haies, indispensables pour offrir le gîte et le couvert aux insectes butineurs, en prenant appui sur des partenaires qui travaillent avec elle au niveau national ou local, et apportent leur expertise technique, scientifique ou juridique.

Faits significatifs relatifs à l'activité de l'exercice :

Néant

- **Faits significatifs relatifs à la générosité du public**

Nous poursuivons de manière active notre stratégie de fidélisation des donateurs par une information de plus en plus spécifique sur leurs intérêts manifestés sur les sujets avec pour objectif de consolider nos donateurs réguliers.

- **Ressources et moyens**

L'ensemble des ressources de l'exercice 2024 provient de donateurs particuliers, à l'exception d'un petit reliquat qui provient de la vente d'affiches de pollinisateurs sauvages pédagogiques destinées aux écoles et au grand public. Ses affiches sont vendues à un prix permettant uniquement à POLLINIS de couvrir ses frais. L'association n'est engagée dans aucune activité lucrative. La quasi-totalité des missions sociales sont ainsi financées par les ressources issues de l'appel à la générosité du public non affectées de l'exercice.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- **Cadre légal de référence**

Le CER a été établi conformément à la loi n° 91-772 du 7 août 1991, selon les modalités du nouveau règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018.

- **Règles et méthodes comptables**

L'établissement du CER suit les mêmes principes comptables que ceux retenus pour l'élaboration des comptes annuels.

- **Modalités de répartition du financement des emplois entre les ressources collectées auprès du public et les autres ressources.**

- Les missions sociales sont financées par les ressources issues de l'appel à la générosité du public (dons et mécénats, et si besoin, par prélèvement sur le report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice)

LES RESSOURCES

- **Ressources collectées auprès du public**

Les ressources collectées auprès du public sont constituées de dons spontanés, de dons versés suite à nos campagnes d'appel à dons, de prélèvements mensuels pour les parrainages ;

Il est à noter que des dons du grand public s'effectuent également à la suite de parutions média liées à l'association ainsi que le relai de ces campagnes sur les réseaux sociaux.

● **Formes d'appel à la générosité du public**

L'association dispose d'un système de dons en ligne sur le site de l'association ;

Afin de récolter des dons, nous développons des actions d'activation et de mobilisation via des appels mailings à l'ensemble de notre base de signataires et donateurs.

● **Détail des ressources collectées prises dans leur ensemble.**

- Ressources collectées auprès du public

Elles sont constituées des dons suite à nos appels et publications sur notre base.

- Autres ressources

Vente d'affiches pédagogiques.

Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées

LES EMPLOIS

● **Modalités d'affectation des coûts du compte de résultat aux emplois de l'exercice**

○ **Missions sociales réalisées en France**

- Ces frais regroupent :
- -Les charges directes liées à l'activité de campagnes de mobilisation et contre-lobbying : les coûts liés aux sites internet, à la communication (avec les différents prestataires graphiste, vidéaste ...) ou encore les honoraires d'avocats dans le cadre des actions en justice...
- -La quote-part salariale des collaborateurs en charge des campagnes de mobilisation et de contre-lobbying
- -les charges directes liées à l'activité des différentes études, recherches et projets (frais de déplacements, matériel pour les projets de terrain)
- -Le financement de commandes de projets d'études et recherches (les universités de Bologne et de Turin, UKCEH...)
- -La quote-part salariale des collaborateurs en charge des différentes études, recherches et projets

○ **Les frais de recherche de fonds**

Ces frais regroupent :

- Les charges directes liées à l'activité de collecte des dons (le coût des campagnes de communication et d'abonnement aux plateformes de gestion des donateurs)
- La quote-part salariale des collaborateurs en charge de la collecte de fonds.

○ **Les frais de fonctionnement**

Ces frais regroupent :

- Les frais de fonctionnement des salariés dans le cadre de leurs missions,
- Les frais de mission / réception non affectés à des missions sociales,
- La quote-part salariale des collaborateurs et les frais de siège qui ne sont pas liés à la réalisation des missions sociales en France ou à l'étranger.

Autres informations

Compte de résultat par origine et destination

| A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION | EXERCICE 31/12/2024 | | EXERCICE 31/12/2023 | |
|--|---------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------------|
| | TOTAL | Dont générosité du public | TOTAL | Dont générosité du public |
| PRODUITS PAR ORIGINE | | | | |
| 1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | 2 217 131 | 2 217 131 | 1 926 130 | 1 926 130 |
| 1.1 Cotisations sans contrepartie | 180 | 180 | 270 | 270 |
| 1.2 Dons, legs et mécénat | | | | |
| - Dons manuels | 2 216 951 | 2 216 951 | 1 925 860 | 1 925 860 |
| - Legs, donations et assurances-vie | | | | |
| - Mécénat | | | | |
| 1.3 Autres produits liés à la générosité du public | | | | |
| 2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | 12 518 | | 28 229 | |
| 2.1 Cotisations avec contrepartie | | | | |
| 2.2 Parrainage des entreprises | | | | |
| 2.3 Contributions financières sans contrepartie | | | | |
| 2.4 Autres produits non liés à la générosité du public | 12 518 | | 28 229 | |
| 3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS | 6 000 | | | |
| 4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | | | | |
| 5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS | | | | |
| TOTAL | 2 235 649 | 2 217 131 | 1 954 358 | 1 926 130 |
| CHARGES PAR DESTINATION | | | | |
| 1 - MISSIONS SOCIALES | 1 403 138 | 1 403 138 | 1 225 006 | 1 225 006 |
| 1.1 Réalisées en France | | | | |
| - Actions réalisées par l'organisme | 1 403 138 | 1 403 138 | 1 225 006 | 1 225 006 |
| - Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France | | | | |
| 1.2 Réalisées à l'étranger | | | | |
| - Actions réalisées par l'organisme | | | | |
| - Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger | | - | | - |
| 2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS | 306 666 | 306 666 | 295 599 | 295 599 |
| 2.1 Frais d'appel à la générosité du public | 306 666 | 306 666 | 295 599 | 295 599 |
| 2.2 Frais de recherche d'autres ressources | | | | |
| 3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT | 254 648 | 254 648 | 275 702 | 275 702 |
| 4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | | | | |
| 5 - IMPOT SUR LES BENEFICES | | | | |
| 6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE | | | | |
| TOTAL | 1 964 452 | 1 964 452 | 1 796 307 | 1 796 306 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 271 197 | 252 679 | 158 052 | 129 824 |

Autres informations

Compte de résultat par origine et destination (suite)

| B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | EXERCICE 31/12/2024 | | EXERCICE 31/12/2023 | |
|--|---------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------------|
| | TOTAL | Dont générosité du public | TOTAL | Dont générosité du public |
| PRODUITS PAR ORIGINE | | | | |
| 1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE | | | | |
| Bénévolat | | | | |
| Prestations en nature | | | | |
| Dons en nature | | | | |
| 2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | | | | |
| 3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE | | | | |
| Prestations en nature | | | | |
| Dons en nature | | | | |
| TOTAL | | | | |
| CHARGES PAR DESTINATION | | | | |
| 1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES | | | | |
| Réalisées en France | | | | |
| Réalisées à l'étranger | | | | |
| 2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE | | | | |
| 3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT | | | | |
| TOTAL | - | - | | |

Autres informations

Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public

| EMPLOIS PAR DESTINATION | EXERCICE 31/12/2024 | EXERCICE 31/12/2023 |
|--|------------------------|------------------------|
| 1 – MISSIONS SOCIALES | 1 403 138 | 1 225 006 |
| 1.1 Réalisées en France | | |
| - Actions réalisées par l'organisme | 1 403 138 | 1 225 006 |
| - Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France | - | - |
| 1.2 Réalisées à l'étranger | | |
| - Actions réalisées par l'organisme | - | - |
| - Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger | | |
| 2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS | 306 666 | 295 599 |
| 2.1 Frais d'appel à la générosité du public | 306 666 | 295 599 |
| 2.2 Frais de recherche d'autres ressources | - | - |
| 3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT | 254 648 | 275 702 |
| TOTAL DES EMPLOIS | 1 964 452 | 1 796 306 |
| 4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | - | - |
| 5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE | | |
| EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE | 252 679 | 129 824 |
| TOTAL | 2 217 131 | 1 926 130 |

| RESSOURCES PAR ORIGINE | EXERCICE 31/12/2024 | EXERCICE 31/12/2023 |
|---|------------------------|------------------------|
| 1 – RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | 2 217 131 | 1 926 130 |
| 1.1 Cotisations sans contrepartie | 180 | 270 |
| 1.2 Dons, legs et mécénats | | |
| - Dons manuels | 2 216 951 | 1 925 860 |
| - Legs, donations et assurances-vie | - | - |
| - Mécénats | - | - |
| 1.3 Autres ressources liées à la générosité du public | - | - |
| TOTAL DES RESSOURCES | 2 217 131 | 1 926 130 |
| 2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | - | - |
| 3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS | - | - |
| DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE | - | - |
| TOTAL | 2 217 131 | 1 926 130 |

| | | |
|---|----------------|----------------|
| RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES) | 387 062 | 257 239 |
| (+) Excédent ou (-) insuffisance de la Générosité du public | 252 679 | 129 824 |
| (-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice | | |
| RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES) | 639 741 | 387 062 |

Le montant des ressources reportées liées à la générosité du public hors fonds dédiés en début d'exercice est égal au solde des fonds propres disponibles collectés auprès du public, sous déduction de la quote-part des valeurs nettes comptables des immobilisations ou fractions des immobilisations financées par ces ressources sur les exercices antérieurs.

Autres informations

Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (suite)

| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|------------|------------|
| EMPLOIS DE L'EXERCICE | | |
| 1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES | - | - |
| Réalisées en France | - | - |
| Réalisées à l'étranger | - | - |
| 2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS | - | - |
| 3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT | - | - |
| TOTAL | - | - |

| | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|------------|------------|
| RESSOURCES DE L'EXERCICE | | |
| 1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | - | - |
| Bénévolat | - | - |
| Prestations en nature | - | - |
| Dons en nature | - | - |
| TOTAL | - | - |

| FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|--|------------|------------|
| FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE | | |
| (-) Utilisation | | |
| (+) Report | | |
| FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE | - | - |